



**POUR LA DÉFENSE DU DROIT À LA SOUVERAINETÉ ET L'INDÉPENDANCE
DES PEUPLES D'AFRIQUE.**

Communiqué de la Coordination d'Etat contre l'OTAN et les Bases (CECOB).

POUR LA DÉFENSE DU DROIT À LA SOUVERAINETÉ ET L'INDÉPENDANCE DES PEUPLES D'AFRIQUE.

Communiqué de la Coordination d'Etat contre l'OTAN et les Bases (CECOB).

Les choses changent rapidement en Afrique de l'Ouest et les répercussions se feront sentir sur tout le continent et sur une grande partie du globe. Le cœur des ténèbres a décidé de battre pour lui-même et par lui-même.

Le Niger, quatrième pays du Sahel à connaître un coup d'État anti-occidental

Le soulèvement militaire du 26 juillet au Niger s'inscrit dans la lignée de ceux d'août 2020 et de mai 2021, du Burkina Faso (janvier et septembre 2022) et de la Guinée (septembre 2021). Ces coups d'État, contrairement à ceux qui se produisent fréquemment dans ces pays et dans d'autres pays africains pour intensifier le pillage néocolonial ou déposer les dirigeants qui ne sont pas suffisamment favorables à leurs intérêts, ont pointé du doigt les puissances occidentales -surtout la France et les États-Unis- comme responsables de la présence sanglante des groupes islamistes et du pillage de leurs ressources.

Après des siècles de colonialisme, d'esclavage, de pillage des matières premières d'un pays immensément riche, de misère de son peuple, d'assassinat de dirigeants anti-impérialistes, de gouvernements fantoches et d'occupation militaire, le nouveau gouvernement du Niger -pays dont l'indice de développement humain (IDH) est le plus bas du monde et ne cesse de se dégrader, et dont le taux de mortalité infantile est le quatrième le plus élevé au monde- a dit que trop c'était trop. Le Niger a été une colonie de la France de 1922 à 1960, qui a imposé son autorité par le sang et le feu. Depuis son indépendance, le Niger a connu une succession de coups d'État, tandis que ses ressources ont été exploitées par des sociétés étrangères, notamment la société française Areva-Orano. L'uranium du Niger fournit environ 40 % de l'électricité française, alors que 89 % de la population n'a pas d'électricité.

Le gouvernement du général déchu Bazoum, qui a remporté les élections en 2021 sur fond d'allégations de fraude, en plus d'exporter de l'uranium et de l'or à la France et à d'autres puissances occidentales à des prix défiant toute concurrence, de détourner d'énormes fonds publics et d'accroître l'influence de la France et des États-Unis dans son pays, avait une fonction centrale : il était le coordinateur des politiques de sécurité et de contrôle des migrations de l'UE dans le Sahel.

Le nouveau gouvernement, fortement soutenu par son peuple, a décidé de suspendre les exportations d'uranium et d'or vers la France, qui se sont multipliées au cours des dernières décennies alors que le peuple s'enfonçait de plus en plus dans la misère. Il a ainsi rejoint les décisions des gouvernements du Mali et du Burkina Faso

d'expulser l'ambassadeur et les troupes françaises, qui ont été suivies par celles d'autres pays occidentaux.

Le pillage des ressources naturelles africaines par les puissances coloniales s'est accompagné, au cours de la dernière décennie, de la mise en place d'un système de gestion des ressources naturelles.

Le pillage des ressources naturelles africaines par les puissances coloniales s'est accompagné, au cours de la dernière décennie, d'un renforcement de la présence militaire des pays de l'UE et des États-Unis. Après la destruction par l'OTAN de la Libye, le pays ayant l'IDH le plus élevé d'Afrique et qui promouvait d'importants projets de souveraineté africaine, et l'assassinat de Kadhafi en 2011, la stratégie de l'impérialisme occidental a consisté à ensemençer les pays d'Afrique subsaharienne avec les mêmes entrepreneurs djihadistes qui avaient ravagé la Libye, avec leur cortège de chaos, de vols, de viols et de massacres. Leurs gouvernements faibles ont été incités à "demander de l'aide" aux anciennes puissances coloniales qui ont renforcé leur présence militaire sans, évidemment, exterminer leurs créatures.

Les migrations, une menace pour la sécurité de l'OTAN. Les politiques criminelles de l'UE.

Lors du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid en juillet 2022, sous l'égide du gouvernement PSOE-IU/Podemos, l'Afrique du Nord et le Sahel, ce dernier inclus sur proposition de l'Espagne, ont été définis comme des "zones d'intérêt stratégique", identifiant "les défis en matière de sécurité, de terrorisme et de flux migratoires". Il convient de rappeler que depuis le sommet de Washington en 1999, l'OTAN a identifié l'immigration "incontrôlée" comme un motif d'intervention militaire.

Le rôle croissant de l'OTAN en Afrique du Nord a reçu une impulsion décisive de l'alliance économique et militaire entre le Maroc et Israël, qui comprend l'octroi de droits d'exploration aux entreprises sionistes dans les eaux sahraouies et l'installation de bases militaires dans le pays alaouite.

La trahison du peuple sahraoui a été réalisée par le gouvernement espagnol en juin 2022, en reconnaissant la souveraineté du Maroc sur le Sahara, en violation de toutes sortes d'accords et de décisions de justice internationales. Cette reconnaissance a été suivie par le rétablissement des relations détériorées entre l'Espagne et le Maroc. Quelques jours plus tard, l'intervention bestiale de la police marocaine, mandatée par le gouvernement espagnol, a fait des dizaines de morts et 70 disparus, et a empêché les ambulances de soigner les blessés. Le gouvernement PSOE-IU-Podemos a empêché toute enquête parlementaire et a qualifié l'intervention policière de "usage raisonnable de la force".

Le pillage insatiable des ressources de pays extrêmement riches par l'impérialisme, vendues pour des sommes dérisoires, à peine suffisantes pour payer les pots-de-vin des gouvernements fantoches, a poussé des centaines de milliers de personnes désespérées à traverser l'Atlantique ou la Méditerranée pour tenter d'échapper à la misère, pour elles-mêmes et pour leurs familles.

La réponse criminelle de l'UE, et plus particulièrement du gouvernement espagnol, est bien connue. Tout d'abord, l'utilisation de FRONTEX, dont le budget a été multiplié par cinq au cours de la dernière décennie, comme une force de police

européenne de forteresse, qui, loin de contribuer au sauvetage des personnes, est directement impliquée dans le renvoi de la plupart des survivants dans leur pays, en violation des principes fondamentaux du droit international et des droits de l'homme. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, 30 000 personnes se sont noyées dans le Méditerranée depuis 2014 en tentant de rejoindre l'Europe. Il en va de même dans l'Atlantique. Beaucoup d'autres ont péri dans des naufrages invisibles. Les refoulements par la force, "*en caliente*", c'est-à-dire par la monstruosité juridique du déni de toute action en justice, ont été multipliés par huit en Espagne entre 2017 et 2022, année au cours de laquelle 4 000 personnes ont été expulsées, selon les données officielles.

Les conditions de travail, qui ont déjà brutalement accru l'exploitation de la classe ouvrière dans son ensemble, sont beaucoup plus dures pour les travailleurs immigrés. Dans l'agriculture, la transformation de la viande, les soins à domicile et le travail domestique, les salaires de misère et les mauvaises conditions de travail reproduisent la surpopulation, la malnutrition, les maladies de toutes sortes et les accidents du travail, dans des situations de semi-esclavage.

Le racisme et la xénophobie, prélude au fascisme, est l'idéologie instiguée par la bourgeoisie pour que la classe ouvrière indigène n'identifie pas ses bourreaux et cherche dans les secteurs les plus exploités de sa propre classe la cause de ses malheurs.

Une nouvelle voie de souveraineté semble s'ouvrir en Afrique.

Les peuples d'Afrique semblent déterminés à se lever. La jeunesse africaine semble déterminée à ne plus voir son avenir dépendre de "l'aide au développement", de la charité des ONG au service des grandes entreprises qui pillent leurs pays, ou de risquer sa vie dans de terribles voyages à travers les déserts et les mers. Et cette affirmation de dignité et de souveraineté des gouvernements du Niger, du Mali et du Burkina Faso, largement soutenue par leurs peuples, se retrouve dans d'autres pays considérés comme vassaux de l'Occident, tels que le Sénégal et le Nigeria. Les frontières tracées au cordeau à la mesure des puissances coloniales peuvent voler en éclats. La décision du Sénat nigérian de ne pas intervenir militairement au Niger n'est pas étrangère au fait que l'ethnie majoritaire dans les deux pays est celle des Haoussas. La terre des Haoussas, dont les habitants partagent l'histoire, la langue et la religion musulmane, a été divisée en deux par la France et la Grande-Bretagne pour diviser respectivement le Niger et le Nigeria.

Pour les peuples d'Afrique qui, depuis leur indépendance, poursuivent des formules d'unité africaine pour renforcer leur souveraineté, systématiquement frustrées par l'impérialisme euro-américain, favorisant les coups d'État avec des gouvernements vassaux ou assassinant leurs leaders comme Patrice Lumumba (Congo 1961), Amilcar Cabral (Cap-Vert et Guinée 1973) ou Thomas Sankara (Burkina Faso 1987), entre autres, il n'est pas difficile de reconnaître leurs ennemis et de profiter des situations internationales, comme celle offerte par la multipolarité ; Cette situation, sans parler des révolutions socialistes, seules capables de garantir une véritable souveraineté populaire, peut servir, et sert en fait, à empêcher la toute-puissance criminelle de l'impérialisme de décider de tout en toute impunité.

Et curieusement, bien que le gouvernement du Niger ait rencontré des représentants des Wagner au Mali et que ses habitants manifestent avec des drapeaux russes, il est très difficile d'argumenter le "complot de Moscou", puisque ce pays n'a pas d'intérêts économiques, ni même d'ambassade, dans le pays africain.

Face à la menace d'agression promue par l'impérialisme, une solidarité internationaliste sans équivoque

Sans pouvoir garantir que le nouveau gouvernement du Niger résistera aux énormes pressions qu'il subit, y compris l'agression militaire, ou aux décisions politiques qu'il pourrait prendre, de la part d'un État au centre de l'impérialisme comme l'État espagnol, qui est également directement responsable des politiques migratoires criminelles, il ne fait aucun doute que nous devons développer toute la solidarité internationaliste avec les tentatives des peuples d'Afrique de recouvrer leur souveraineté et leur indépendance.

Les récents propos du président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, montrent un chemin difficile, mais plein d'espoir : "Nous avons besoin de dirigeants africains qui cessent de se comporter comme des marionnettes qui dansent chaque fois que les impérialistes jouent de l'instrument", paraphrasant Thomás Sankara "Un esclave qui ne se rebelle pas ne mérite aucune pitié", ou le sans équivoque "Patria o muerte, venceremos".

C'est pourquoi la Coordination d'Etat contre l'OTAN et les bases :

1. Défend sans équivoque le droit du peuple nigérien et de tous les peuples d'Afrique à s'approprier leurs ressources et à défendre leur souveraineté par les moyens qu'ils jugent appropriés contre les puissances néo-coloniales.

2. Dénonce les politiques criminelles de pillage des richesses du peuple nigérien et des autres peuples africains. par les différentes puissances néo-coloniales de l'UE et des USA et leurs entreprises multinationales, maintenues pendant des décennies par la violence, l'extorsion et la corruption. Ces politiques sont directement responsables de la mort prématurée de millions de personnes, de la misère, de la malnutrition et de l'analphabétisme, une situation que les gens fuient à la recherche d'un espoir pour l'avenir en Europe.

3. Accuse l'UE de crimes contre l'humanité pour les dizaines de milliers de personnes noyées dans ses eaux, pour le refus systématique d'aide et les refoulements et retours "à chaud" perpétrés par FRONTEX, avec le soutien direct du gouvernement et des cours de justice espagnols.

4. Tient le gouvernement espagnol pour responsable du massacre de dizaines de personnes perpétré le 24 juin 2022 à la barrière de Melilla, exécuté par la police marocaine sur ses ordres, ainsi que les forces politiques institutionnelles qui ont permis un crime aussi monstrueux reste impuni.

Face à la possibilité que l'impérialisme euro-américain, directement ou par l'intermédiaire de ses valets dans la région, tente -une fois de plus- de noyer dans le sang les désirs de souveraineté et d'indépendance réelle du peuple nigérien et d'autres peuples africains, la Coordination d'Etat contre l'OTAN et les Bases appelle

toutes sortes d'organisations qui prônent la solidarité internationaliste à appeler ensemble à des mobilisations pour l'empêcher.

**- Vive la lutte anticoloniale et
anti-impérialiste des peuples d'Afrique!**

**- Natifs ou étrangers,
la même classe ouvrière!**

- OTAN NO, BASES HORS D'ICI!

11 août 2023

Coordination des État contre l'OTAN et les bases